



la vie des territoires, l'avis des projets.

**Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration
Séance du 4 octobre 2023**

OBJET : 11 - GRENOBLE ALPES METROPOLE (collectivité garante) – SASSENAGE – Opération
«PLAI DIFFUS SASSENAGE» - Cession

Délibération n° 17

Le quatre octobre deux mille vingt-trois à douze heures, le Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier local du Dauphiné (EPFL D) s'est réuni sur la convocation et la présidence de Monsieur Laurent AMADIEU.

Nombre d'administrateurs en exercice : **15**

Nombre d'administrateurs présents ou représentés : **15**

Administrateurs présents : 14

M. AMADIEU, Mme BARDIN-RABATEL (de la délibération n° 1 à 12 puis pouvoir à Mme MARTIN-GRAND), Mme BELAIR (de la délibération n° 1 à 13), M. BUSTOS, M. CATTIN (de la délibération n° 1 à 13), M. CORBET, M. DESPESSE, Mme MARDIROSSIAN, Mme MARTIN-GRAND, M. MATHIEU, M. MOCELLIN, M. MOREAU, Mme PANTEL (délibération n° 1 puis pouvoir à Mme BELAIR de la délibération n° 2 à 13), M. QUEIROS.

Administrateur absent ayant donné pouvoir : 1

M. LONGO à M. MOREAU.

Mme Anahide MARDIROSSIAN a été nommée secrétaire de séance.

Mesdames, Messieurs,

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné n°22DL010_PPI n° 5 en date du 10 février 2022 actant le 5^{ème} Programme Pluriannuel d'Intervention de l'établissement,

Vu la délibération n°22DL036 du Conseil d'Administration de l'Etablissement Publi Foncier Local du Dauphiné en date du 16 juin 2022 détaillant les modalités de portage, de cession, de minoration et de participation aux frais d'études,

Vu la décision de préemption 2023-23-P, en date du 9 mars 2023, portant sur les lots n°16, 23 et 90 au sein de la copropriété implantée sur les parcelles cadastrées section BB n°78 et 79, sur la commune de SASSENAGE, en vue de la production d'un logement locatif social,

Vu la décision de préemption 2023-25-P, en date du 14 mars 2023, portant sur les lots n°180 et 226 au sein de la copropriété implantée sur la parcelle cadastrée section BC n°24, sur la commune de SASSENAGE, en vue de la production d'un logement locatif social,

Considérant que :

- Grenoble-Alpes Métropole souhaite mettre en œuvre son projet visant la production de deux logement sociaux répondant ainsi aux objectifs recensés au PLH.
- Grenoble-Alpes Métropole a adopté, lors de son Conseil métropolitain du 29 septembre 2023, une délibération sollicitant la cession desdits biens immobiliers par l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné à Actis, afin de produire deux logements locatifs sociaux, dans le cadre d'une opération d'acquisition-amélioration.
- Le coût de revient de l'opération s'élève à 210 683 € HT, dont 131 672 € HT pour les lots 16, 23, et 90 des parcelles BB 78 et BB 79 ; et 79 011 € HT pour les lots 180 et 226 de la parcelle BC 24 ;
- Actis a manifesté son intérêt pour ces biens immobiliers dans le cadre d'un courrier du 12 septembre 2023, et a inscrit à l'ordre du jour de son Conseil d'administration du 12 octobre 2023, un projet de délibération en vue d'une acquisition au coût de revient ;
- Le régime de TVA immobilière applicable à cette mutation est celui de la TVA immobilière sur la marge.
- Le pôle d'évaluations domaniales de la DDFIP de l'Isère a rendu deux avis numéros 2023-38474-53002 et 2023-38474-53001 en date du 18 juillet 2023

Après en avoir délibéré, le Conseil d'administration de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné :

- Valide la cession à Actis des propriétés de l'Etablissement Public Foncier Local du Dauphiné des lots n°16, 23 et 90 au sein de la copropriété implantée sur les parcelles cadastrées section BB n°78 et 79, pour un montant de 131 672 € HT ; ainsi que des lots n°180 et 226 au sein de la copropriété implantée sur la parcelle cadastrée section BC n°24 pour un montant de 79 011 € HT, soit un prix total de 210 683 € HT.

- Précise que la réitération de l'acte authentique de cession devra intervenir dans les quatre mois suivant la présente délibération, à défaut le montant de cession pourra être augmenté de 165 € HT par mois dès le quatrième mois révolu.

Conclusions adoptées à l'unanimité.

Pour extrait conforme,

Le Président

Laurent AMADIEU



